

Progrès grâce au partenariat

Collaboration nationale-locale pour faire
progresser le gouvernement ouvert

Table des matières

Introduction	3
Objetifs	4
Approches et choix de conception	8
Dispositions institutionnelles	16
Ressources utiles	16

Introduction

Les défis d'aujourd'hui sont complexes. La lutte contre le changement climatique, la protection de la démocratie et l'accès aux services nécessitent une coordination. Pour trouver des solutions pratiques, il faut travailler avec l'ensemble de la société et à plusieurs niveaux de gouvernement.

Les collectivités locales sont souvent en première ligne pour relever ces défis.¹ Elles sont responsables des politiques et des services qui peuvent avoir un impact tangible sur la vie des citoyens. Elles peuvent également être des laboratoires d'innovation en matière de gouvernance. Les gouvernements nationaux ont besoin des gouvernements locaux pour s'attaquer collectivement à ces problèmes majeurs et garantir la mise en œuvre des politiques (souhaitées). Quant aux gouvernements locaux, ils prospèrent lorsque la politique nationale soutient et promeut la collaboration, l'innovation et une mise en œuvre crédible des actions.

Dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), les gouvernements nationaux et locaux ont travaillé ensemble pour résoudre des problèmes difficiles. Par exemple, depuis le lancement du PGO en 2011, les membres ont utilisé le processus de plan d'action pour faire progresser les principes de transparence, de participation, de responsabilité publique et d'inclusion aux niveaux national et local. À ce jour, environ 65 membres ont inclus au moins un engagement local dans un plan d'action national.

Cette note partage quelques considérations clés basées sur des expériences concrètes sur la façon dont les gouvernements nationaux peuvent collaborer avec les gouvernements locaux.

Note

Ce document est conçu comme une ressource vivante qui sera régulièrement mise à jour au fur et à mesure que l'unité de soutien du PGO s'efforce de documenter les pratiques de collaboration nationale-locale en matière de gouvernement ouvert. En cas d'inexactitude ou d'omission dans ce document, veuillez contacter jose.marin@opengovpartnership.org. De même, si vous souhaitez y apporter des ajouts, n'hésitez pas à nous contacter.

En 2024, l'unité d'appui commande également des études de cas approfondies sur certains des exemples, en vue de les diffuser au début de 2025.

¹ Le PGO applique une définition large du gouvernement "local", qui se réfère à tout type d'organe gouvernemental opérant à un niveau inférieur à celui de l'État-nation. Il peut s'agir d'États, de provinces, de comtés et de municipalités.

Objectifs

La manière dont les gouvernements nationaux et locaux collaborent doit suivre un objectif commun. La collaboration à plusieurs niveaux peut être utile à diverses fins. Avant de décider comment faire avancer une politique particulière, il convient d'examiner l'objectif spécifique du processus de réforme.

Normalisation et conformité : Les collectivités locales peuvent être amenées à respecter un ensemble de pratiques standard, telles que le respect des exigences en matière de budget ouvert.

EXEMPLES DE MEMBRES DU OPG

Les Philippines [ont cherché à promouvoir](#) la bonne gouvernance au sein des gouvernements locaux par le biais du programme de récompense Seal of Good Local Governance (SGLG). Ce programme encourage la bonne utilisation des fonds publics, la prestation de services exemplaires aux communautés locales et la promotion de la transparence, de la responsabilité et de la participation. Le SGLG reconnaît les résultats satisfaisants des gouvernements provinciaux, des villes et des municipalités dans les domaines de la bonne gestion financière, de la préparation aux catastrophes et de la gestion de l'environnement, entre autres. Les gouvernements locaux sont évalués par rapport à un critère de référence fixé par le gouvernement national. Cette évaluation a permis de réduire le nombre d'unités de gouvernement local ayant fait l'objet de conclusions défavorables de la part de la Commission d'audit sur des questions liées à l'allocation des budgets et à la réactivité.

Le Canada [s'est efforcé](#) d'aligner les pratiques en matière de données ouvertes à tous les niveaux de l'administration sur la norme internationale de la Charte des données ouvertes.

La Lettonie [a introduit](#) des normes d'ouverture pour les municipalités afin d'améliorer la transparence et la participation du public aux processus budgétaires et décisionnels.

L'Écosse [s'est engagée](#) à ce qu'au moins un pour cent des budgets de ses 32 autorités locales soit soumis à la budgétisation des choix communautaires.

Améliorer la mise en œuvre déléguée : Souvent, les gouvernements nationaux s'associent aux gouvernements locaux pour fournir des services de base ou régler un secteur.

EXEMPLES DE MEMBRES DU OPG

L'Estonie [a développé](#) un outil TIC pour présenter et visualiser les performances des gouvernements locaux dans une série de domaines, ciblant le public, les gouvernements locaux et le gouvernement central. Le public peut utiliser cet outil pour obtenir des informations. Les collectivités locales peuvent l'utiliser pour des interventions de gestion et de planification visant à améliorer la qualité des services. Enfin, le gouvernement central peut

l'utiliser pour comparer les municipalités locales et élaborer des politiques, notamment en modifiant les allocations de fonds pour remédier aux inégalités entre les administrations locales.

L'Indonésie [s'est efforcée d'augmenter](#) le nombre de rapports et la qualité des résolutions concernant les plaintes relatives aux services publics par le biais du LAPORI-SP4N. Le pays a élaboré une procédure standard pour les plaintes à suivre par toutes les institutions publiques et a aussi organisé une formation pour les gouvernements locaux afin de répondre aux exigences, parmi d'autres mesures.

Les Philippines [ont élargi](#) l'accès du public à l'information en aidant les autorités locales à adopter des ordonnances ou des décrets sur la "liberté d'information » .

Cohérence et coordination des politiques : Une gouvernance à plusieurs niveaux est nécessaire pour traiter des questions complexes telles que la gestion des ressources en eau ou les transports. Il est nécessaire de promouvoir la cohérence afin que les différentes parties du gouvernement ne travaillent pas à contre-courant ou n'engendrent pas d'inefficacité. De nombreux engagements sur la collaboration nationale-locale dans les plans d'action du PGO se rapportent à la réalisation de ces objectifs.

EXEMPLES DE MEMBRES DU OPG

La Colombie [a coordonné](#) la publication des données environnementales entre les instituts environnementaux, les autorités nationales et les agences locales responsables de la collecte et de la gestion des informations environnementales. Le gouvernement a également consolidé 17 sous-systèmes d'information environnementale gérés par ces entités dans le cadre de cet engagement. Le portail colombien d'information environnementale restructuré qui en résulte offre un meilleur accès à l'information environnementale et a permis d'augmenter de 73 % le nombre de consultations du portail.

L'Italie [a poursuivi](#) les collaborations en matière de publication de données ouvertes, le gouvernement national ayant adopté une licence nationale pour la publication de données et des normes communes. Parallèlement, les régions, les organismes autonomes et la ville de Milan se sont engagés à améliorer la qualité et la quantité des données publiées dans des formats ouverts grâce à un "panier commun" de dix ensembles de données utiles.

L'État de Santa Catarina, au Brésil, [a dispensé](#) une formation sur la gestion des risques liés aux marchés publics et a publié un protocole au niveau de l'État afin d'aligner les pratiques sur la législation nationale relative à la passation ouverte des marchés.

Promouvoir l'apprentissage collaboratif et le renforcement des capacités : Les gouvernements nationaux et locaux ont tout à gagner à tirer parti de leurs expériences respectives et à travailler ensemble pour remédier aux disparités dans les pratiques de gouvernement ouvert.

EXEMPLES DE MEMBRES DU OPG

L'Argentine [a co-créé](#) le programme fédéral de gouvernement ouvert, qui consiste en des cours en ligne fournissant des concepts, des outils et des méthodologies pour favoriser le gouvernement ouvert. Le programme comprenait un appel à propositions national pour les gouvernements locaux afin de faire progresser cette approche par le biais de différents projets qui intègrent la participation des citoyens et fournissent une assistance technique pour soutenir la mise en œuvre.

L'Équateur [a lancé](#) un guide et un site web pour aider les collectivités locales à mettre en œuvre des stratégies de gouvernement ouvert et d'innovation publique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large mené par l'Association des municipalités équatoriennes. Le travail de l'association comprend également une évaluation des capacités des collectivités locales en matière de gouvernement ouvert et d'innovation publique, un échange entre pairs pour partager les meilleures pratiques, et le développement de stratégies de communication et de formation pour les autorités locales et les citoyens, avec le soutien du gouvernement, de la société civile et des partenaires internationaux.

Promouvoir l'innovation et l'adaptation au niveau local : Les gouvernements nationaux peuvent souhaiter encourager l'innovation et le partage, en particulier lorsque les solutions locales peuvent combler des lacunes causées par des obstacles au niveau national. Les gouvernements locaux peuvent avoir d'autres approches pour promouvoir l'accès à la justice. Au niveau local, l'existence de traditions juridiques et de groupes d'intérêts différents signifie qu'une approche unique n'est pas appropriée, comme l'illustre le cas du Mexique ci-dessous.

EXEMPLES DE MEMBRES DU OPG

Tlalnepantla de Baz y **L'État de Mexique au Mexique** se sont engagés à élargir l'accès à la justice par le biais de mécanismes alternatifs de règlement des litiges.

Le gouvernement fédéral allemand [a mis en place](#) 13 laboratoires régionaux de gouvernement ouvert. Ces laboratoires fournissent un cadre de coopération entre les administrations locales et les parties prenantes locales afin de co-créer et de mettre en œuvre des initiatives de gouvernement ouvert. Au total, les réseaux de laboratoires ont mis en œuvre 24 initiatives de gouvernement ouvert dans plus de 100 municipalités participantes.

La Colombie [met en place](#) des laboratoires citoyens pour l'innovation publique. Dans ces espaces, les gouvernements locaux peuvent résoudre des problèmes locaux en faisant appel à la participation des citoyens et en utilisant des stratégies coordonnées sur les Plans de Développement Territorial et le Plan National de Développement. Le gouvernement national fournira aux gouvernements locaux des outils pour améliorer leurs relations avec les citoyens, renforcer leur gestion et promouvoir une plus grande coordination entre les niveaux de gouvernement. À ce jour, 14 collectivités locales participent aux laboratoires.

Ces objectifs et les initiatives connexes peuvent être poursuivis par le biais d'actions autonomes, de plans d'action nationaux ou dans le cadre d'une approche d'État ouvert. Cette dernière encourage l'exécutif, le législatif, le judiciaire, les institutions publiques indépendantes et les différents niveaux de gouvernement à collaborer, à exploiter les synergies et à partager les bonnes pratiques afin de promouvoir la transparence, l'intégrité, la responsabilité et la participation du public dans le cadre d'un programme coordonné de manière formelle ou informelle.

Approches et choix de conception

La manière dont les gouvernements nationaux impliquent les gouvernements locaux dans leur processus avec le PGO prend de nombreuses formes. Les degrés de coordination, d'appropriation locale et d'autonomie varient également. Ceux-ci sont déterminés par le contexte national, les relations intra-gouvernementales, les capacités, le niveau de maturité de l'agenda du gouvernement ouvert et les forces des espaces et des réseaux disponibles pour la coordination.

Coordonner la mise en œuvre des politiques qui nécessitent des actions distinctes dans les différentes juridictions

Le projet **indonésien** "One Data Indonesia" [prévoit](#) la publication de données gouvernementales standardisées et centralisées relatives aux ressources naturelles, à l'environnement et à l'aménagement du territoire. Pour ce faire, il faut relier les données des gouvernements nationaux et régionaux. Le projet One Data a été conçu pour permettre aux différents niveaux de gouvernement de travailler ensemble en organisant les rôles, les tâches et les responsabilités.

Inviter les collectivités locales et les communautés à fixer des priorités pour les plans d'action nationaux du PGO

L'Arménie [fait participer](#) les collectivités locales et les communautés à des réunions publiques afin d'identifier les priorités de ses plans d'action nationaux.

La Colombie a également adopté une approche globale de la co-création, en impliquant les parties prenantes au niveau local pour s'assurer que les initiatives nationales adoptées trouveraient un écho dans les territoires. Le gouvernement national a également invité les collectivités locales à prendre des engagements dans ses [quatrième](#) et [cinquième](#) plans d'action.

L'Italie [a ouvert](#) son processus de co-création 2019-2021 pour inclure les gouvernements locaux dans la conception et la mise en œuvre des engagements. Les représentants des administrations locales intéressées ont rejoint le processus national de co-création, et plusieurs engagements ont été conçus conjointement par le gouvernement national, les autorités locales et la société civile. Le gouvernement national a déployé [des efforts considérables](#) pour coordonner la co-création du plan entre l'administration centrale, les représentants des autorités locales et régionales et le Forum pour un gouvernement ouvert, qui représente une centaine d'organisations. En conséquence, les régions, les organismes autonomes et les villes ont adopté conjointement les engagements du plan d'action national. Parmi les exemples d'engagements figurent la publication d'ensembles de données clés, l'amélioration de l'accès aux informations sur l'environnement et les dépenses publiques, et la normalisation des informations sur les contrats publics pour les normes de données ouvertes.

Le Kenya a co-créé son plan d'action national avec les gouvernements locaux d'Elgeyo Marakwet, Makueni et Vihiga depuis 2018. Ces gouvernements ont adopté des engagements dans les domaines prioritaires identifiés dans le plan d'action 2020-2022. En tant que membres locaux du PGO, Elgeyo Marakwet, Makueni et Nandi ont également aligné ces domaines prioritaires nationaux dans leurs plans d'action locaux distincts.

En **République de Moldavie**, le gouvernement national a collaboré avec le [Congrès des autorités locales et régionales](#) et a engagé les autorités locales à co-créer le plan d'action national [2023-2025](#). Ce plan contient des engagements qui seront mis en œuvre par les autorités nationales et locales.

Aux Pays-Bas, le gouvernement national a collaboré avec l'[Association des municipalités néerlandaises](#) dans le cadre du plan d'action du PGO, ce qui a conduit à des engagements ambitieux en matière de données ouvertes au niveau local en ce qui concerne la [prise de décision locale](#) et les [plaintes](#) relatives aux services publics.

En **Ukraine**, depuis plusieurs années, des représentants des communautés locales participent aux processus de co-création des plans d'action nationaux afin de plaider en faveur des réformes qui ont un impact sur leur vie. L'Association des villes ukrainiennes, le PNUD et le Congrès des autorités locales et régionales ont soutenu l'engagement des communautés locales dans le processus du PGO.

Permettre aux juridictions locales de s'engager dans le processus du plan d'action du PGO

Cela peut prendre plusieurs formes

Plusieurs juridictions locales, couvertes par un engagement unique coordonné par un ministère central, comme en **Lituanie**, où plusieurs niveaux de gouvernement [ont soumis](#) des informations fiscales à un nouveau portail de données ouvertes, coordonné par le ministère des finances avec le soutien de l'association des autorités locales de Lituanie. D'autres exemples peuvent être trouvés en **Arménie**, où le budget participatif local a été [pilote](#) dans quatre municipalités avec le soutien du ministère de l'administration territoriale et des infrastructures, et en **Géorgie**, où huit municipalités [ont développé](#) des stratégies, des plans d'action et des cadres de suivi similaires pour le gouvernement ouvert avec le soutien des partenaires de développement.

Plusieurs juridictions locales adoptent des engagements pour s'attaquer au même problème, mais sans instruction directe du gouvernement national pour la mise en œuvre. Le processus de co-création de **l'Italie** pour son plan d'action 2019-2021 décrit ci-dessus a conduit les juridictions locales à mettre en œuvre conjointement des engagements dans plusieurs domaines. Un autre exemple nous vient d'**Allemagne**, où le Schleswig Holstein et Berlin [collaborent](#) tous deux sur les données ouvertes liées par le biais d'engagements distincts dans le plan d'action 2023-2025.

Plusieurs juridictions proposent chacune leurs propres engagements, comme dans le [quatrième plan d'action](#) de **l'Espagne**. Ce plan d'action comprend 53 initiatives de gouvernement ouvert émanant des 19 communautés autonomes et villes d'Espagne, ainsi qu'une initiative de la Fédération espagnole des municipalités et des provinces. Toutes les initiatives portent sur les priorités thématiques établies au niveau national, mais sont développées séparément afin de garantir que les engagements répondent aux besoins de chaque contexte local.

Certains gouvernements du PGO ont choisi de mettre en œuvre une approche nationale pour permettre aux administrations locales de s'engager. D'autres ont identifié et inclus dans un premier temps les administrations locales qui ont démontré leur volonté de promouvoir le gouvernement ouvert ou qui répondent à d'autres critères. Commencer avec quelques collectivités locales ou déployer une politique ou une action dans tout le pays dépend de plusieurs facteurs, tels que la nature du système juridique, la maturité de la politique et les variations régionales. Pour ceux qui commencent avec la participation de quelques juridictions locales, la participation de ces dernières peut être volontaire ou se faire par le biais d'un processus concurrentiel. Les processus concurrentiels sont utiles lorsque de nombreuses juridictions sont désireuses de participer, mais que les ressources pour soutenir leurs efforts sont limitées. Différents mécanismes sont également adoptés pour promouvoir la participation des gouvernements locaux et de la société civile, tels que la conception de programmes d'incitation qui fournissent une reconnaissance ou qui font de la participation une condition préalable à l'accès à d'autres programmes.

Pour les engagements des plans d'action nationaux qui se concentrent sur quelques collectivités locales, il est important de se demander si le plan d'action national peut être utilisé pour augmenter les résultats, en considérant les engagements initiaux comme des projets pilotes pouvant être reproduits dans l'ensemble du pays.

Soutenir l'extension du gouvernement ouvert local au- delà des plans d'action du PGO

L'Argentine a co-créé le [programme fédéral de gouvernement ouvert](#) pour faire avancer la mise en œuvre de la stratégie d'État ouvert du gouvernement. Avant ce programme, les pratiques en matière de transparence, de participation et de responsabilité étaient très disparates au niveau local. Le manque de coordination entre les différents niveaux de gouvernement et avec les organisations de la société civile (OSC), ainsi que l'absence de ressources suffisantes, constituaient des défis majeurs. Ces défis ont rendu difficile l'adoption à grande échelle de réformes en faveur d'un gouvernement ouvert au niveau local. Le programme visait à relever ces défis en proposant des cours en ligne sur les concepts, les outils et les méthodologies permettant de promouvoir le gouvernement ouvert. Le programme a également lancé un appel à propositions national

Soutenir l'extension du gouvernement ouvert local au- delà des plans d'action du PGO

à suivre

pour que les gouvernements locaux mettent en œuvre des projets de gouvernement ouvert. La co-création de [l'engagement](#) à lancer ce programme s'est faite au niveau national au sein du forum national multipartite. L'engagement comprenait, comme première étape, la conception participative du programme fédéral de gouvernement ouvert, qui incluait l'engagement des gouvernements provinciaux et municipaux et de la société civile. Les collectivités locales qui ont répondu à l'appel à propositions ont reçu une assistance technique pour mettre en œuvre des projets qui intègrent la participation du public dans leur conception ou leur mise en œuvre. Le programme a été étendu à plusieurs cycles de plans d'action nationaux du PGO.

Le Chili a développé un [modèle de gouvernement ouvert](#) au niveau local. Une commission permanente a été créée avec sept municipalités (Cerro Navia, Peñalolén, Providencia, Recoleta, Santo Domingo, Talagante et Vitacura), deux OSC (Chile Transparente et Fundación Ciudadanía Inteligente) et le Conseil Pour la Transparence pour la coordination générale du processus. Ensemble, ils ont examiné, compilé et systématisé les expériences, les pratiques et les initiatives municipales en matière de gouvernement ouvert au niveau international et national. Cette systématisation a servi de base à la formulation préliminaire et à l'opérationnalisation du modèle. La commission a co-conçu une proposition de modèle de gouvernement ouvert au niveau local, avec la contribution de la société civile et d'experts. Des indicateurs ont été définis pour chaque dimension du modèle et des instruments ont été conçus pour diagnostiquer le statut des municipalités pour chaque dimension. Les résultats des évaluations diagnostiques et les recommandations du Conseil ont servi de base à l'élaboration de plans d'action locaux. Ces plans répondaient aux priorités que chaque municipalité s'était fixées et constituaient la base de l'auto-évaluation ultérieure.

Dans le cadre de son plan d'action national [2019-2021](#), **l'Allemagne** a lancé l'initiative "Regional Open Government Labs" (laboratoires régionaux de gouvernement ouvert), qui vise à réunir les gouvernements locaux et les OSC pour traiter des questions au niveau municipal. L'initiative a piloté 13 laboratoires régionaux, qui ont connecté plus de 100 municipalités et OSC dans un réseau pour soutenir la conception et la mise en œuvre d'initiatives de gouvernement ouvert. Les laboratoires ont mis en œuvre 24 projets couvrant divers domaines politiques, tels que la santé, le développement rural et la réduction de la fracture numérique pour les personnes âgées. Le gouvernement fédéral a financé les initiatives, qui ont été soumises par le biais d'une demande par les représentants locaux collaborant dans chaque laboratoire. Le gouvernement fédéral a également soutenu les échanges d'apprentissage entre les collectivités locales impliquées dans l'initiative afin de partager les enseignements tirés du processus de cocréation et de mise en œuvre.

Soutenir l'extension du gouvernement ouvert local au- delà des plans d'action du PGO

à suivre

[Le troisième plan d'action de l'Estonie](#) (2016-2018) a coïncidé avec une réforme territoriale à grande échelle visant à réduire le nombre de municipalités locales dans le pays. Cette réforme a donné l'occasion de combler les lacunes antérieures en matière d'accès à l'information et d'engagement des citoyens au niveau local. Au cours du troisième plan d'action, l'Académie de l'e-gouvernement [a mené](#) des projets pilotes pour mettre en œuvre les principes du gouvernement ouvert dans deux municipalités pilotes, Elva et Lääneranna. Elva [a mis en œuvre](#) son plan d'action pour un gouvernement ouvert, tandis que Lääneranna [a encouragé](#) la participation des jeunes au budget municipal. Après le succès du projet pilote, ces efforts ont été étendus à d'autres municipalités. Dans le [quatrième plan d'action](#) (2018-2020), Valga [a achevé](#) son plan d'action pour un gouvernement ouvert, et dans le [cinquième plan d'action](#) (2020-2022), le ministère des finances et l'Académie de la gouvernance électronique ont organisé [des ateliers sur](#) le gouvernement ouvert avec la moitié des municipalités estoniennes représentées. Parallèlement, le ministère de l'intérieur a lancé un programme de renforcement des capacités pour améliorer les compétences des municipalités en matière d'engagement communautaire. Ces efforts ont permis d'ancrer une culture de gouvernement ouvert au niveau local. Par exemple, le nombre de municipalités pratiquant le budget participatif est passé de 18 en 2018 à 51 en 2022. Le nombre de municipalités ayant mis en œuvre un plan d'action ou un programme stratégique de gouvernement ouvert est passé de six à 22 au cours de la même période.

Le Nigeria [a reproduit](#) le processus du PGO au niveau des États, ce qui a permis à plus de 60 % d'entre eux de co-crée leurs engagements en matière de gouvernement ouvert d'ici à 2022. Pour participer, les États devaient s'engager à respecter les principes du PGO et envoyer une lettre exprimant leur intention de rejoindre le processus du PGO par l'intermédiaire du secrétariat national du PGO au Nigeria. Une fois qu'ils ont adhéré au processus, les États ont dû créer des engagements en collaboration avec leurs parties prenantes locales. Les États pouvaient demander l'aide du secrétariat national pour élaborer et mettre en œuvre les plans d'action, qui seront évalués par le secrétariat national tous les six mois. Le secrétariat national du PGO a travaillé en étroite collaboration avec la société civile et les bailleurs de fonds pour encourager les États à participer au programme, à allouer des budgets et à mettre en œuvre les plans d'action. Des efforts sont en cours pour travailler avec le Forum des Gouverneurs Nigériens et le Conseil Économique National afin d'étendre le programme aux États restants.

Soutenir l'extension du gouvernement ouvert local au-delà des plans d'action du PGO

à suivre

De même, en 2018, **la Tunisie** a adopté un engagement à [mettre en œuvre](#) le PGO au niveau local dans dix municipalités. En utilisant une approche participative similaire au modèle du PGO au niveau national, les municipalités ont élaboré des engagements conformes à leurs priorités et ont créé des opportunités pour les citoyens de contribuer à la définition des engagements et au suivi de la mise en œuvre. Le forum national multipartite du PGO en Tunisie a nommé un comité municipal parmi ses membres, composé d'un nombre égal d'OSC et de représentants du gouvernement. Ce comité a défini les dix critères de sélection des municipalités participantes par le biais d'un processus concurrentiel. Soixante-douze administrations locales ont reçu une formation sur le gouvernement ouvert et le processus de co-création du PGO. Au final, huit municipalités ont présenté des plans d'action locaux du PGO, élaborés avec la société civile locale et le soutien du gouvernement national. Ces plans ont été adoptés par les conseils municipaux. Le cinquième plan d'action de la Tunisie comprend l'engagement de sélectionner et d'aider dix municipalités supplémentaires à élaborer des plans d'action pour un gouvernement ouvert, dans le cadre de ce qui est désormais un [effort continu](#) pour ancrer les principes du PGO au niveau local, reflété dans de multiples engagements à travers les cycles du plan d'action.

Au **Mexique**, l'Institut National de la Transparence, de l'Accès à l'Information publique et de la Protection des données (INAI, en espagnol) a lancé en 2015 l'initiative "Cocreación desde lo Local", qui reproduit le modèle du PGO au niveau de l'État. Selon la [plateforme](#), plus de 235 institutions publiques, 30 organismes de contrôle de l'accès à l'information et 218 organisations de la société civile ont participé jusqu'à présent. Tout État peut participer à l'initiative s'il approuve une déclaration de gouvernement ouvert et un document officiel visant à créer un secrétariat technique local (un forum multipartite dirigé par le gouvernement et la société civile) et à co-créer un plan d'action. Cette initiative vise à créer des espaces permanents de dialogue pour trouver des solutions collaboratives à des problèmes critiques. Le rôle de l'INAI est de fournir des conseils sur la co-création d'un plan d'action et sur l'établissement du Secrétariat technique local qui dirige le processus. Les organes locaux de contrôle de l'accès à l'information, en coordination avec l'INAI, sont chargés du suivi. Les États sont encouragés à publier les progrès de la mise en œuvre et à en rendre compte à l'INAI. Les membres du PGO peuvent reproduire ce modèle en adaptant le matériel de l'INAI (disponible en espagnol et en anglais), tel qu'un [cours de formation virtuel](#) pour les fonctionnaires municipaux, des [recommandations](#) pour incorporer une perspective de genre dans les projets locaux de gouvernement ouvert, un [manuel](#) fournissant des options pour les pratiques de gouvernement ouvert et un [outil d'autodiagnostic](#) pour les gouvernements municipaux.

Soutenir l'extension du gouvernement ouvert local au-delà des plans d'action du PGO

à suivre

Le gouvernement du **Maroc** a lancé en 2022 un programme visant à institutionnaliser les approches de gouvernement ouvert dans toutes les collectivités locales, dans le cadre d'une collaboration entre la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT) du ministère de l'Intérieur, l'Association des régions marocaines et l'organisation de la société civile Impact for Development. Appelée programme PACTO (Programme d'Appui à l'Ouverture des Collectivités Locales), cette initiative vise à créer un réseau pour les fonctionnaires des collectivités locales, les OSC et les membres du public afin de collaborer à la création, à la mise en œuvre et au suivi des projets de gouvernement ouvert. Au 1er décembre 2023, 66 gouvernements locaux, représentant 12 régions, quatre provinces et 50 municipalités, ont rejoint le réseau. Ces gouvernements locaux ont soumis 52 plans d'action locaux de gouvernement ouvert couvrant au moins 30 domaines politiques. À ce jour, 46 conseils locaux élus ont officiellement adopté ces plans d'action. Le gouvernement national a soutenu ces projets locaux en organisant des ateliers de formation (en ligne et en personne) pour les fonctionnaires locaux et les OSC, en mobilisant des experts pour participer à des ateliers de co-création locaux afin de soutenir le processus, et en développant des outils pour améliorer la capacité des participants à mener à bien la co-création, la mise en œuvre et l'évaluation. Les gouvernements locaux participant au programme PACTO ont organisé plus de 100 ateliers de co-création à ce jour, avec plus de 2 700 participants à ces événements. Le programme PACTO a également déjà progressé dans l'institutionnalisation de ce nouveau modèle d'engagement en désignant un point de contact dans chaque juridiction locale participante. Le Maroc travaille à l'expansion de ce programme dans le cadre de son plan d'action national [2024-2027](#).

Certaines de ces initiatives sont nées d'engagements pris dans le cadre des plans d'action nationaux du PGO, tandis que d'autres ont vu le jour en dehors du processus ou des plans du PGO. Le choix d'inclure des engagements dans les plans d'action nationaux du PGO ou de lancer des initiatives qui vont au-delà des plans d'action mais tirent parti du processus ou de l'écosystème du PGO est influencé par de nombreux facteurs, notamment les capacités disponibles, les ressources, la dynamique intra-gouvernementale et les mécanismes de coordination. Qu'un engagement ou une initiative fasse partie d'un plan d'action ou non, le gouvernement national voudra s'assurer qu'il existe des systèmes de retour d'information pour améliorer la conception et la mise en œuvre des engagements au niveau local. Les initiatives nationales qui ont cherché à promouvoir la co-création d'engagements ou de plans d'action dans les juridictions locales ont été couronnées de succès grâce à une forte sensibilisation, un renforcement des capacités et un soutien technique de la part des

gouvernements nationaux en matière de politiques de gouvernement ouvert et de méthodes de co-création.

La section 6.4 du [manuel](#) du PGO fournit des recommandations sur les types d'engagements qu'il est préférable d'inclure dans les plans d'action nationaux, de manière à ce que les plans restent stratégiques et gérables dans leur mise en œuvre et leur évaluation.

Les gouvernements qui envisagent des initiatives de partenariat avec les administrations locales pour promouvoir la transparence gouvernementale doivent tenir compte des choix de conception disponibles et de leurs caractéristiques.

Choix de la conception	Facteurs à prendre en compte
Inclusion dans le plan d'action du PGO	<ul style="list-style-type: none">• Processus multipartite coordonné au niveau central• Évaluation par le MEI, selon la méthodologie établie pour les évaluations des plans d'action• Ensemble de règles standard pour tous les membres• Obligations de déclaration normalisées pour répondre aux exigences du PGO
En dehors du plan d'action du PGO	<ul style="list-style-type: none">• Plus de flexibilité en termes de calendriers, de cycles politiques et d'évaluation• Pas d'évaluation du MEI, mais des évaluations indépendantes pourraient être commandées au niveau national, ou une approche d'auto-évaluation et d'établissement de rapports pourrait être adoptée.• Adaptable aux différents contextes et besoins locaux

Dispositions institutionnelles

Les dispositions institutionnelles visant à promouvoir la collaboration nationale-locale varient d'un pays à l'autre. Dans des pays comme **l'Équateur, l'Espagne, les Philippines, l'Ukraine** et d'autres, les associations de gouvernements régionaux ou locaux disposent d'un siège au sein du forum national multipartite du PGO, aux côtés des ministères compétents au niveau national qui sont responsables de la coordination avec les gouvernements locaux et la société civile travaillant à tous les niveaux de gouvernement. En revanche, dans des pays comme **l'Arménie, l'Indonésie** et d'autres, le gouvernement national coordonne avec les gouvernements locaux la mise en œuvre des engagements par le biais de canaux de communication et de coordination mis en place pour toutes les agences de mise en œuvre dans le cadre d'un plan d'action. **La Colombie, l'Italie, le Kenya** et **l'Uruguay** sont des exemples de pays où une ou plusieurs collectivités locales sont directement représentées au forum national multipartite du PGO. Dans d'autres cas, comme au **Maroc** et au **Mexique**, un ministère responsable ou un organisme autonome établit des mécanismes distincts en dehors du processus du PGO pour coordonner les processus et les programmes. Enfin, des pays comme **le Canada** ont créé des espaces de collaboration permanents ou temporaires afin de définir des approches, des méthodes et/ou des normes pour des domaines politiques spécifiques qui peuvent être appliqués par l'ensemble des juridictions et des agences.

Enfin, il est important de noter que toutes les pratiques ne sont pas dirigées par le gouvernement. La majorité des initiatives susmentionnées sont axées sur une collaboration étroite entre le gouvernement et la société civile aux niveaux national et local, et plusieurs efforts sont menés par la société civile. Par exemple, au **Royaume-Uni**, le UK Open Government Network, une coalition de citoyens actifs et d'OSC engagés en faveur de la transparence gouvernementale, coordonne ses activités avec le gouvernement national et les gouvernements décentralisés d'Irlande du Nord, d'Écosse et du Pays de Galles afin de promouvoir la cohérence des politiques et l'élaboration de leurs [plans d'action nationaux respectifs](#).

Ressources utiles

Certaines ressources utiles du PGO pour les gouvernements nationaux et locaux qui travaillent ensemble sont énumérées ci-dessous. Bien que ces ressources puissent contenir des exigences ou des recommandations formelles pour les membres du PGO, elles peuvent être adaptées pour être utilisées, selon les besoins, par toute personne travaillant sur des initiatives de gouvernement ouvert à plusieurs niveaux.

- [Normes de participation et de co-création](#)
- [Le MEI en boîte : Une boîte à outils pour les organes de suivi locaux du PGO](#)
- [Manuel](#) et [guide](#) du PGO au niveau local
- Le [guide du gouvernement ouvert](#), la ressource "comment faire" pour appliquer les principes du gouvernement ouvert aux défis du monde réel.